

Nous savons tous que nous avons fréquemment commis de graves erreurs dans nos relations extérieures parce que nous ne comprenons pas vraiment les peuples que nous voulions aider. Nous ignorons leurs coutumes. Que de temps et d'efforts perdus! Ce n'est toutefois pas le cas dans nos relations avec les Antilles du Commonwealth, car nous connaissons bien ces gens et eux aussi nous connaissent. Nous avons une longue tradition de rapports amicaux avec eux. Même si ce n'est que vers 1917, sous le gouvernement du célèbre sir Robert Borden, que nous avons acquis le droit d'établir des contacts avec l'étranger, nous avons déjà noué des liens avec le monde extérieur, et ce, justement avec les Antilles du Commonwealth. En effet, à plus d'une occasion, Ottawa avait entrepris des négociations commerciales importantes et avantageuses avec ces pays.

Aux liens historiques, il faut ajouter la proximité géographique. Dans l'ensemble du globe, ces pays sont en réalité nos voisins. Ce qui me semble plus important que toute autre chose, et vous allez reconnaître ici mon parti pris de parlementaire, c'est que ces pays ont des institutions parlementaires solides et comme il se doit capables de se maintenir malgré les grandes difficultés auxquelles elles sont parfois confrontées.

● (1612)

Je ne suis pas trop enthousiasmé par les idées de ceux qui disent que nous devrions faire subir à tous les pays du monde une espèce de test au tournesol et que nous devrions couper tous les ponts avec ceux dont nous n'approuvons pas moralement la politique à 100 p. 100. Mais parce que, comme eux, nous tenons notre régime parlementaire du Royaume-Uni, je crois que cela crée un lien d'une extrême importance et d'une immense valeur. Ils sont des pays frères au sein du Commonwealth; ils sont des voisins et il est réconfortant de voir que dans certaines îles des Antilles britanniques, où les institutions sont miniatures, le régime fonctionne bien, un régime de partis a pris naissance avec toutes les caractéristiques des institutions britanniques.

Ces gens nous connaissent et ils nous aiment encore. Ces liens sont importants, monsieur l'Orateur. Les Canadiens, tant du secteur privé que du secteur public, s'y rendent depuis de longues années. J'aimerais voir ces liens se resserrer de la façon que j'ai indiquée.

Au fil des années, j'ai cessé de préconiser une aide à ces pays pour favoriser plutôt l'épanouissement d'intérêts mutuels et d'un commerce stimulant entre nos pays. C'est pourquoi je réclame de meilleurs ports dans l'Est, de meilleures installations pour l'expédition des marchandises et des programmes d'échange d'étudiants et de professionnels, de travailleurs sociaux, de politiciens et ainsi de suite. Je suis convaincu que c'est la meilleure façon de les aider et, à long terme, de nous entraider. Je crois qu'il y a là d'immenses possibilités et j'aimerais que cette question soit étudiée très soigneusement.

A mon avis, cette proposition devrait être étudiée par un comité mixte. Je propose un comité mixte parce que le Sénat du Canada s'est créé une excellente réputation pour la qualité des travaux de ses comités. A mon avis, ses méthodes sont supérieures aux nôtres, ses procédés beaucoup plus efficaces et ses réalisations généralement beaucoup plus importantes. En 1970, un comité sénatorial a réalisé une étude fort complète et

Commonwealth des Caraïbes

fort intéressante des Antilles du Commonwealth, ce qui a beaucoup éclairé nos discussions.

Je pourrais en dire plus long, monsieur l'Orateur, mais j'ai déjà parlé de cette question. Comme je sais que les députés sont toujours pendus à mes lèvres, je ne me répéterai pas. Il y aura exactement un an le vendredi avant le congé de Noël—apparemment j'ai la chance de pouvoir parler un vendredi—je me souviens d'en avoir parlé aux députés de façon très parlementaire. J'invite de nouveau les députés qui apprécient le jus de la canne à sucre et les hauts commissaires qui sont dans la tribune à venir avec moi arroser Noël au rhum antillais quand le débat sera terminé et que la Chambre aura donné son approbation.

Des voix: Bravo!

M. Marke Raines (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire au député de Hillsborough (M. Macquarrie) que je lui souhaite beaucoup de chance quand il abandonnera la carrière parlementaire.

J'étais étonné d'entendre les députés de son parti l'applaudir lorsqu'il s'est rassis. J'ai beaucoup de respect pour lui, mais mes idées sont diamétralement opposées aux siennes. Je suis ici depuis quatre ans et demi et j'ai toujours souhaité que d'autres gens de Colombie-Britannique se rendent dans cette belle partie du monde qui est la sienne, en Ontario et au Québec. Je tiens à ce qu'il y ait des échanges massifs d'étudiants. Je dois dire au député qu'elle est la situation en Colombie-Britannique, et pourquoi je ne puis absolument pas être d'accord avec lui au sujet des échanges avec les Antilles.

L'aller-retour en avion Vancouver-Ottawa en classe économique coûte \$430. Cela coûte plus cher pour aller à Montréal et beaucoup plus encore pour aller dans la province du député. Depuis quatre ans et demi j'exhorte le gouvernement, le secrétaire d'État (M. Roberts) et tout le monde à offrir des tarifs réduits pour attirer les gens de Colombie-Britannique vers les autres provinces. Jusqu'ici, on a seulement réduit légèrement les tarifs et offert quelques voyages nolisés. Un bon nombre de gens de ma province n'ont toujours pas visité l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario ou le Québec. Pour moitié moins cher ils peuvent aller à Hawaii, San Francisco et Seattle et les gens de l'est du pays peuvent prendre leurs vacances aux Bahamas et dans les Antilles. Il y a des échanges d'étudiants et d'enseignants entre le Canada et la France ou, comme le souhaite le député, entre le Canada et les Antilles grâce à l'appui du gouvernement fédéral tandis que nous n'avons pas suffisamment d'argent pour aider notre propre pays. A ce moment-ci de notre histoire, je voudrais que nos concitoyens de l'Ouest puissent voyager dans l'Est et vice versa.

Je propose que tous les Canadiens de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard aient le droit de se rendre dans d'autres régions du pays une fois par an pour disons \$100 ou \$150, ce qui n'est bien sûr qu'un chiffre arbitraire. Les gens de la Colombie-Britannique pourraient ainsi visiter Québec, Montréal, l'Île-du-Prince-Édouard dont les habitants iraient à leur tour visiter la Colombie-Britannique. Nous favoriserions ainsi une meilleure entente entre les habitants de notre pays. En tant que député j'ai ainsi eu l'occasion de me rendre à Québec.